

Face à la marchandisation de l'éducation...



Communiqué de presse

Paris, 16 octobre 2017

Face à la marchandisation de l'éducation, les acteurs et actrices qui s'impliquent dans la réalisation et la défense du droit à l'éducation se réunissent pour trouver des réponses collectives.

Plus de 80 organisations et représentants étatiques issus de 24 pays francophones se réuniront du 23 au 26 octobre 2017 à l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation à Dakar. Faisant le constat alarmant de la rapide croissance des acteurs privés dans l'éducation, elles tenteront d'apporter des réponses propres à préserver le droit à l'éducation gratuite et de qualité dans tous les pays.

Cette mobilisation fait suite à l'Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation de novembre 2016, qui avait réuni les signatures de plus de 300 organisations. L'implication des acteurs privés dans le secteur de l'éducation et la marchandisation de celle-ci à des fins lucratives, a été questionnée par un réseau d'organisations de la société civile, plusieurs déclarations de l'ONU et les travaux du Rapporteur Spécial de l'ONU sur le droit à l'éducation. L'impact de cette tendance en termes de qualité des contenus éducatifs, de discrimination et d'inégalités sociales en fait un enjeu majeur pour les défenseurs du droit à l'éducation.

La rencontre articulera des exposés théoriques et issus du travail de terrain. La rencontre visera à trouver des réponses collectives, porteuses de sens et d'innovation, face à la marchandisation de l'éducation. La réunion sera également l'occasion pour les acteurs francophones de commenter et d'exprimer leur opinion sur des Principes Directeurs sur les obligations des Etats vis-à-vis des écoles privées, qui sont en cours d'élaboration.

Cette rencontre se déroulera quelques semaines après l'engagement pris par le président français, M. Macron, et le président Sénégalais, M. Sall, à organiser une réunion mondiale sur l'éducation en février 2019 à Dakar. Elle s'inscrit dans un renouveau de la parole des institutions et organisations de la société civile francophone dans les débats internationaux sur l'éducation.

En novembre 2016, l'Organisation Internationale de la Francophonie a reconnu les problèmes inhérents à la marchandisation de l'éducation, et les 57 chefs d'Etats membres de l'organisation se sont engagés dans la Déclaration d'Antananarivo à agir pour renforcer l'éducation publique et réguler le secteur privé de l'éducation. Un réseau informel d'organisation francophone s'est depuis constitué pour faire le suivi de la déclaration et travailler en ce sens avec les Etats. Cette rencontre permettra de développer des axes de travail communs pour les prochaines années.

Les organismes de presse sont conviés à l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation pour la cérémonie d'ouverture de la rencontre francophone sur la marchandisation et la privatisation de l'éducation.

Pour lire la suite, cliquez sur le document



Programme de la rencontre francophone sur la marchandisation et la privatisation de l'éducation,

Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation, Dakar, du 23 au 26 octobre 2017

Lundi 23 octobre	
9h00 - 10h30	<p style="text-align: center;">Cérémonie d'ouverture</p> <p>Bienvenue des hôtes</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Moussa Mbaye</i>, président du conseil d'administration de la coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (COSYDEP) • <i>Somuel Dembele</i>, président du conseil d'administration du Réseau africain de campagne sur l'éducation pour tous (ANCEFA) • <i>Emile Tonowo</i>, directeur de l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEF) <p>Bienvenue des partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • SNES-FSU, OSWA/OSF, MAE [à confirmer] <p>Les effets de la marchandisation de l'éducation : approche globale et politique à travers une diversité des regards</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Sonia Chebbi</i>, déléguée permanente de la Fédération Internationale des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (FICEMEA) • <i>Luc Allaire</i>, secrétaire général du Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF) • Gouvernement du Sénégal <p style="text-align: center;">- Presse et officiels -</p>
10h30 - 11h00	<p style="text-align: center;">P A U S E - C A F É</p>
11h00 - 13h00	<p style="text-align: center;">Etat des lieux sur la marchandisation/privatisation de l'éducation : perspective historique et exemples de pays</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'histoire de la marchandisation de l'éducation, la transformation des inégalités scolaires et la remise en cause du droit à l'éducation, <i>Marie-France Lange</i>, sociologue et directrice de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) • La privatisation de l'école en Côte d'Ivoire, <i>Claude Koutou</i>, enseignant-chercheur à l'université de Cocody • Le Cameroun face à la privatisation de l'éducation, <i>Roger Koffo Fokou</i>, secrétaire général du Syndicat National Autonome de l'Enseignement Secondaire (SNAES) • L'école marocaine : quel système éducatif pour quel projet de société ? <i>ibissam Mzibri</i>, secrétaire générale du Mouvement Anfass démocratique <p style="text-align: center;">- Débat en plénière -</p>
13h00 - 14h00	<p style="text-align: center;">P A U S E D E J E U N E R</p>
14h00 - 14h15	<p>Jeux d'interconnaissance : mise en relation des participants</p>
14h15 - 15h15	<p>ATELIERS [4 ateliers simultanés en table tournante]</p>

